



**HAL**  
open science

## Rodríguez Lara : un gouvernement militaire de gauche en Equateur (1972-1976) ?

Jacinto Cuvi

► **To cite this version:**

Jacinto Cuvi. Rodríguez Lara : un gouvernement militaire de gauche en Equateur (1972-1976) ?. Les Études du CERI, 2017, 226-227, pp.41-44. hal-04293430

**HAL Id: hal-04293430**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04293430>**

Submitted on 22 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Rodríguez Lara : un gouvernement militaire de gauche en Equateur (1972-1976) ?

Jacinto Cuvi

Il y a quarante ans, en janvier 1976, le dictateur équatorien, le général Guillermo Rodríguez Lara, était destitué. Surnommé familièrement « el Bombita », il était arrivé au pouvoir quatre ans plus tôt à la faveur d'un coup d'Etat. L'Equateur vivait alors une période de transformation de son économie provoquée par la découverte récente de gisements de pétrole dans sa région amazonienne. Le pétrole bouleversait le jeu politique, traditionnellement structuré par un conflit entre les élites conservatrices propriétaires de terres dans les régions montagneuses et la bourgeoisie de la côte qui se consacrait à l'exportation de produits agricoles. La rente pétrolière donnait soudainement plus d'autonomie et de pouvoir à l'Etat, et suscitait des attentes en termes de redistribution dans les classes urbaines moyennes et modestes.

Dans ce contexte, le gouvernement « nationaliste et révolutionnaire » de Rodríguez Lara, comme il aimait à le présenter, n'est pas sans évoquer d'autres militarismes de la région. Pour autant, la dictature équatorienne s'en écarte par certains aspects. Ainsi, elle n'a pas versé dans le « terrorisme d'Etat<sup>1</sup> » qui caractérise les dictatures sanguinaires du cône Sud<sup>2</sup>. Le gouvernement de Bombita ne s'est pas avéré aussi révolutionnaire que celui du péruvien Velasco Alvarado (1968-1975). Il s'est distingué par un réformisme frustré et un degré de répression moindre que celui des autres gouvernements militaires de la région (au Brésil ou au Paraguay par exemple), ou même que certains gouvernements civils. De ce fait, il relève plutôt de la catégorie des « dictatures molles » (*dictablandas*).

### L'ARRIVÉE AU POUVOIR

Le coup d'Etat a lieu le 15 février 1972. Le président en exercice, José María Velasco Ibarra, qui avait eu vent des rumeurs de coup d'Etat imminent, décide de fuir à Guayaquil, la ville côtière la plus importante où il espère mobiliser des sympathisants pour dissuader l'armée de passer à l'action. Pourtant, sitôt arrivé à Guayaquil, il est privé d'accès aux médias locaux et se voit contraint d'embarquer pour le Panama, d'où il s'exilera ensuite en Argentine. Présage du caractère relativement pacifique de la dictature à venir, le coup d'Etat se déroule sans coup de feu ni violence. Rodríguez Lara, qui avait été nommé commandant en chef de l'armée par Velasco lui-même peu de mois auparavant, prend le pouvoir.

Bien qu'il ait été la principale victime du coup d'Etat, Velasco Ibarra n'était pas son unique cible. Le pays traversait une période de troubles. En 1969, les enseignants et autres fonctionnaires s'étaient mis en grève, puis avaient été rejoints dans la lutte par les étudiants. Par ailleurs, la paralysie des institutions politiques avait conduit Velasco à dissoudre l'Assemblée en 1970, installant une « dictature civile » qui lui permettait de gouverner par décret.

Pour les élites et les forces armées, la popularité croissante du gouverneur de la province de Guayas et dirigeant de la Confédération des forces populaires (CFP), Assad Bucaram, était plus préoccupante encore que la confusion qui régnait sur la scène politique. Favori des élections de 1972, son style populiste et agressif risquait d'aggraver les tensions politiques au moment où le pays pouvait bénéficier d'une excellente conjoncture économique.

---

<sup>1</sup> A. Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, Le Seuil, 1982.

<sup>2</sup> Voir la contribution de Darío Rodríguez dans ce volume.

A l'instar des autres militarismes de la région, qu'ils soient de droite ou de gauche, la dictature de Rodríguez Lara se donne pour mission de rétablir l'ordre. Comme le remarque Alain Rouquié, les militaires, de part leur formation professionnelle axée sur la discipline et le service à la nation, ont tendance à considérer qu'il est de leur responsabilité de « sauver la patrie » dans des moments d'ébullition sociale et d'échec de la classe politique. Rodríguez Lara incarne de façon emblématique l'officier de carrière qui a gravi les échelons de l'institution grâce aux études, aux bourses, à ses sacrifices et sa discipline. Par ailleurs, ses origines modestes et rurales le prédisposent à conduire des politiques en faveur des milieux populaires<sup>3</sup>.

## LES RÉFORMES FRUSTRÉES

Quelques semaines après sa constitution, le nouveau gouvernement rend public un manifeste dans lequel il fait part de ses intentions d'œuvrer pour les « dépossédés ». Sa politique se veut « nationaliste et révolutionnaire » mais s'avèrera au fil du temps plus nationaliste que révolutionnaire.

L'affirmation de la souveraineté nationale se manifeste dans divers secteurs, notamment la régulation de la pêche. Depuis plusieurs années, l'Equateur est en conflit avec les Etats-Unis au sujet de la pêche au thon. En raison du non-respect par ces derniers des limites des eaux territoriales (200 miles marins), l'Equateur procède à l'arraisonnement de nombreux bateaux de pêche américains et leur inflige des amendes très élevées. En dépit de la menace nord-américaine de supprimer les avantages concédés en matière de droits de douane et de suspendre l'aide au développement, le pays récoltera ainsi près de six millions de dollars d'amende auprès des propriétaires de plus de cent bateaux durant les années 1970<sup>4</sup>.

Le même nationalisme se fait sentir dans le secteur pétrolier. Les mesures adoptées ont pour objectif d'étendre le contrôle de l'Etat sur les ressources. En 1972, elles représentent un cinquième des exportations du pays. En 1973, année du premier choc pétrolier, Rodríguez Lara crée la Corporation étatique pétrolière équatorienne (CEPE), avec pour mission de renégocier les contrats de concession d'exploitation des gisements avec les compagnies étrangères. Cette même année, l'Equateur devient membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Les recettes d'exportation de pétrole passent de 59,2 millions de dollars en 1972 à 607,8 millions en 1974<sup>5</sup>.

L'explosion des recettes de l'Etat donne lieu à une hausse des dépenses en matière de santé, de défense, d'éducation et d'infrastructure. Par ailleurs, les mesures adoptées permettent au pays de récupérer plus de quatre millions d'hectares donnés en concession à des compagnies étrangères par les gouvernements précédents. Toutefois, les nouvelles mesures imposées par le gouvernement (notamment une taxe de 15 % sur les exportations de brut, la réduction de moitié des périodes de concession et la hausse des royalties) et la nationalisation de plusieurs champs de pétrole conduisent plusieurs compagnies étrangères à quitter le pays. Paradoxalement, ces mesures renforcent les grandes compagnies étrangères comme la Texaco-Gulf dans leur négociation avec le gouvernement, car le pays devient dépendant de leur expertise pour maintenir son niveau de production. Les pressions du secteur contraignent même le ministre des Ressources naturelles et du Pétrole à la démission, mais cela n'empêche pas Texaco-Gulf de suspendre ses exportations de brut début 1975 et de menacer de mettre un terme à ses activités dans le pays. Cette même année, la production de brut diminue d'un tiers et

---

<sup>3</sup> R. Pineo, *Ecuador and the United States : Useful Strangers*, Athènes, University of Georgia Press, 2007, p. 179.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 177.

<sup>5</sup> O. Barsky, *La Reforma agraria ecuatoriana*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1988, p. 223.

les investissements étrangers chutent. Le taux de croissance du produit intérieur brut, qui avait atteint 20 % en 1973 n'est plus que de 5 % en 1975<sup>6</sup>.

Si la politique pétrolière illustre le caractère nationaliste du régime, la mesure qui témoigne le mieux de son ambition redistributive est la réforme agraire. Elle est un élément central du Plan de transformation et de développement intégral préparé durant la première année de gouvernement. La logique sous-jacente, inspirée des politiques promues par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc), repose sur l'idée que la transformation des structures agraires est une condition du développement industriel, grâce à l'élargissement du marché intérieur. Là aussi, le changement s'avérera limité en raison de la résistance de secteurs influents, en l'occurrence les grands propriétaires terriens.

La loi de réforme agraire est adoptée en octobre 1973 à l'issue de longs mois de négociation qui mettent en lumière de profondes divisions tant au sein du gouvernement que de la société civile. Les grands propriétaires, représentés par les chambres d'agriculture régionales, s'opposent aux organisations paysannes liées aux partis de gauche. Un des motifs de dispute porte sur la limitation de la taille des exploitations. Les formes d'expropriations et les modalités d'indemnisation font aussi débat. Bien que le gouvernement se soit montré relativement combatif au début de la négociation, les chambres d'agriculture obtiennent la démission de l'équipe de négociateurs et le texte final adopté est modéré. La taille des propriétés n'est finalement pas limitée et l'intégrité de celles-ci est garantie lorsqu'au moins 80 % des terres sont exploitées. Par ailleurs, un délai de deux ans est prévu pour parvenir à ce résultat.

Plus qu'un projet redistributif, c'est une vision productiviste qui prévaut, dans un souci de modernisation des exploitations agricoles<sup>7</sup>. Les terres qui sont effectivement redistribuées ne sont pas très fertiles et d'accès difficile, mais en dépit de ces limites, la réforme a un réel impact à moyen et long termes. Dans la région des Andes centrales, elle encourage la formation de communautés indigènes paysannes, dotées d'organisations locales pour administrer les transferts de terres. Par ailleurs, l'incertitude quant à la réaction du gouvernement aux revendications paysannes conduit certains grands propriétaires à vendre leurs biens, ce qui accélère la décomposition du régime de la très grande propriété (*haciendas*)<sup>8</sup>. Ainsi, la réforme agraire jette les bases des grandes mobilisations indiennes du début des années 1990<sup>9</sup>.

En somme, le président Rodríguez Lara doit composer avec l'opposition des groupes dominants dans pratiquement tous les secteurs où il engage des réformes, alors même qu'il distribue généreusement des subventions au secteur privé grâce à la manne pétrolière. L'Etat étend non seulement son emprise sur l'industrie pétrolière, mais il joue aussi un rôle central dans l'économie avec la nationalisation de certains secteurs et l'acquisition de positions dominantes dans d'autres, notamment le transport aérien, la distribution de gaz et d'électricité, le service téléphonique, la production de riz et de sucre, l'hôtellerie, le tourisme et la production naissante d'acier<sup>10</sup>. Sur le long terme, le conflit avec les élites industrielles ne permet pas à ce modèle de prospérer<sup>11</sup>.

---

<sup>6</sup> A. Isaacs, *Military Rule and Transition in Ecuador, 1972-92*, Pittsburgh, The University of Pittsburgh Press, 1993, p. 45.

<sup>7</sup> O. Brasky, *op. cit.*

<sup>8</sup> V. Bretón, *Toacazo : En los Andes equinocciales tras la Reforma Agraria*, Quito, Flacso Ecuador y Abya-Yala, 2012, p. 97.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> R. Pineo, *op. cit.*, p. 181.

<sup>11</sup> C. Conaghan, *Restructuring Domination : Industrialists and the State in Ecuador*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988, p. 76.

## LA TRANSITION ET SES PARADOXES

Rodríguez Lara n'était pas un défenseur de la démocratie et il n'a jamais présenté son coup d'Etat comme une mesure provisoire visant à construire un nouveau gouvernement civil. C'est un autre coup d'Etat militaire qui met un terme à son mandat. La première tentative pour le renverser a lieu en 1975, avec une attaque contre le palais présidentiel perpétrée par un groupe d'officiers dissidents, provoquant la mort d'une centaine de personnes. La seconde tentative, le 11 janvier 1976, se solde par la démission de Rodríguez Lara. A la suite de ce renversement, un triumvirat militaire s'installe au pouvoir, avec pour objectif déclaré d'assurer le retour d'un gouvernement civil. En 1978, une nouvelle Constitution est adoptée, puis des élections présidentielles sont organisées l'année suivante. Assad Bucaram, dont la popularité croissante avait été l'un des motifs du coup d'Etat de 1972, est déclaré inéligible sous prétexte qu'il n'est pas né de parents équatoriens. L'Equateur connaît ainsi la première transition vers la démocratie d'Amérique latine.

D'un point de vue sociologique, la faiblesse du régime militaire résidait dans son incapacité à tisser des liens forts avec les secteurs stratégiques de la société. A la différence de la dictature de Velasco Alvarado au Pérou, qui a tenté de créer des coopératives et des organisations sociales, le plan de mobilisation sociale lancé en Equateur est resté lettre morte. Rodríguez Lara n'a pas non plus été en mesure de s'assurer de l'appui de la bourgeoisie industrielle émergente ou des secteurs exportateurs. Selon Luís Noboa, l'homme le plus riche du pays, les membres du gouvernement se sont montrés « rêveurs, ingénus, incompetents et bolchéviques<sup>12</sup> ». Plus qu'un gouvernement de gauche radicale, ce fut un gouvernement progressiste et technocratique dont les difficultés procédaient en grande partie de son isolement.

La transition a été impulsée par les élites traditionnelles qui espéraient récupérer le contrôle de la politique nationale. Parmi elles figurait le président de la chambre d'industrie de Guayaquil, León Febres Cordero. Toutefois, l'élargissement du suffrage prévu par la Constitution de 1978, qui a étendu le droit de vote aux illettrés, a permis aux secteurs populaires de participer aux élections et d'élire un président de centre gauche, Jaime Roldós. Deux ans plus tard, il meurt dans un accident d'avion et Febres Cordero gagne les élections qui s'en suivent. Sa présidence est entachée de violations des droits de l'homme plus graves que celles qui ont caractérisé la dictature de Rodríguez Lara. Pour sa part, Bombita a définitivement abandonné la vie politique et s'est retiré de l'espace publique.

---

<sup>12</sup> Cité par C. Conaghan, *Ibid.*